

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

ILS S'INSTALLENT...



NOUS NE LÂCHONS RIEN !



Régionales
Les résultats...
et le troisième tour

Les luttes
Retraite
Salaires



Désintox

CAMPAGNE

Tout fout le camp !

Normal ...la France était en *campagne*.

"Longtemps la campagne s'est définie essentiellement par sa platitude...".

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le *Grand Robert* ! Evidemment, c'est dans son premier sens issu d'un ancien français *champagne*, "vaste étendue de pays plat", lui-même dérivé du *campus* latin qui a donné *champ* et *camp*.

Que la *campagne* soit vaste, c'est sûr. Et quand le mot en vient à désigner les "champs et terres cultivées", la langue crée la *rase campagne*. Nos colleurs d'affiches, qui ont battu la *campagne* en recherche des panneaux officiels, en ont fait l'expérience...Mais la *campagne* est belle aussi et dans notre monde contemporain urbanisé, le mot est souvent synonyme de détente dans une maison de *campagne*, d'authenticité, de naturel... Quoi de mieux qu'un bon pain, un bon pâté de *campagne*, lors d'une joyeuse partie de *campagne* ?

Mais point trop n'en faut ! Nos institutions qui ont forgé nos mots ont donné, dès 1587, à *campagne*, le sens de "terrain d'opération militaire". Le *camp* n'étant finalement, d'abord, que le terrain (plat !

c'est mieux pour les lits de *camp*) sur lequel s'établit une armée, puis désigne l'armée elle-même.

Se mettre en campagne, ou *faire campagne* c'est donc "se mettre sur le pied de guerre". *Campagne* est synonyme d'état de guerre, de combat, de *champs de bataille* finalement. Et par analogie et prétendu affaiblissement, à partir de 1798, le mot est employé dans divers domaines au sens de "période d'action, de propagande", de *campagne électorale* à *campagne publicitaire*.

En vrai, les adjectifs dans *camp politique* et *campagne électorale* ou *médiatique* atténuent peu toute la violence de la réalité "démocratique" qu'on veut nous imposer. Pas besoin d'en venir aux mains pour constituer des *camp*s. Et le *camp* n'est jamais seul, il lui faut toujours l'autre pour exister. Le *camp* est prélude aux hostilités. Et le langage politique est friand du vocabulaire militaire. On parle de *stratégies*, d'ordre de *bataille*, de *mobilisation*, de *front* (de gauche, unique, populaire ou pas). *Parti* est dans un sens ancien un "détachement de soldats".

Alors oui, nos *militants* doivent *militer*, (du mot latin *miles* "soldats") armés de leur seau de colle et de leurs tracts ...

Réponse nécessaire mais dérisoire finalement dans le jeu électoral, à la guerre que mènent les *partis* institutionnels : guerre pour le pouvoir, pour des places au service des possédants... pour que perdure la rapine des puissants sur les biens collectifs.

L'ironie dans tout cela ? C'est qu'ils présentent volontiers notre *parti* comme potentiellement dangereux, entretenant la caricature du révolutionnaire violent ou à défaut, de l'utopiste indécrottable : casseur ou rêveur.

Mais la violence est dans leur *camp*. Elle est sociale, politique et institutionnelle.

Dommages collatéraux ? La perte du sens collectif, de l'engagement politique, l'abstention massive, le découragement, la perte de confiance... même chez certains d'entre nous, en nos propres forces.

Mais capituler ? Jamais ! La nécessaire transformation révolutionnaire de la société, doit s'imposer, jour après jour, de combats en révoltes, de *campagne* en *campagne*.

Alors sans attendre le "Grand soir"...

Champagne !

ZN

ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C (entourez la formule que vous avez retenue)

| | 6 MOIS | 1 AN |
|--|--------|-------|
| L'hebdo | 26 € | 56 € |
| L'hebdo +La revue mensuelle | 50 € | 100 € |
| Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires | 20 € | 40 € |
| Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle | 38 € | 76 € |
| Abonnement à La revue mensuelle | 22 € | 44 € |

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**
CPPAP : 1014 P 11511 ISSN : en cours
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux
Imprimerie : Copy-Média
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

Sommaire

| | |
|--|----------------|
| Les nôtres | p. 4 |
| Bilan des régionales | p. 4-5 |
| Nos vies, pas leurs profits | p. 6-10 |
| - Retour de la question des salaires | |
| - Lutter pour défendre les retraites | |
| - Les attaques de Pôle emploi | |
| - Pas touche à la CC66 | |
| - Succès de la CGT à FAI (ex-Ford) | |
| - Péage urbain, nouvelle idée verte ? | |
| - Solidarité avec Laborantza Ganbara | |
| Education | p. 10 |
| - Compétences et socle commun | |
| Dans la santé | p. 11 |
| - CHU : situation de plus en plus tendue | |
| - Au Tondu : stop aux licenciements | |
| - Avec des militants de St André | |
| Féminisme | p. 12 |
| - Retour sur le 8 mars à Bordeaux | |
| - ... rendez-nous nos vies ! | |
| - Violences policières à Toulouse | |
| Brèves | p. 13 |
| - Israel asphyxie Gaza... | |
| - Contre l'ordre moral... | |
| - Non à la double peine | |
| Internationalisme | p. 14 |
| - Rafle des sans-papiers | |
| - Squats, révolte de la misère | |
| Jeunesse | p. 15 |
| Mobilisation en Grèce | p. 16 |

Rien lâcher

"Tous perdants" titrait *Les Echos* au lendemain du premier tour des régionales, au vu de l'abstention, de la gifle infligée à la droite... et de la crise qui s'annonce pour le PS, avec les appétits présidentiels qui ressurgissent et la cohabitation libérale qui se poursuit entre les Régions, l'État et l'Europe.

On sort de cette élection avec une joie et au moins une certitude. Côté plaisir, la tête de Darcos et autres petits barons de la droite ! Il fallait les voir sourire devant le "bon peuple" en se mordant les lèvres afin ne pas lui hurler leur mépris. Ils n'ont pu sauver qu'une région sur vingt-deux du désastre électoral.

Côté certitude, on peut affirmer que la "vague rose" qui a mis le PS et ses alliés aux commandes de 21 régions ne sera en rien un quelconque bouclier contre les exactions du gouvernement et des grands patrons et leur politique de régression sociale.

Un autre constat : qu'il y ait eu grimaces ou accolades joyeuses, les images de ce scrutin ne pourront infirmer le constat de crise politique. L'abstention, jamais aussi massive pour une élection régionale (plus de 50%), a touché essentiellement les classes populaires, jeunes et ouvriers.

Alors que les entreprises du CAC 40 engrangent près de 50 milliards de profits, les populations les plus durement frappées par la crise se retranchent dans le refus de la mascarade politique.

Car quelle légitimité démocratique dans tout cela ? Ces élections montrent le luxe que se paient les privilégiés de choisir leurs poulains pour qu'ils gèrent au mieux leurs affaires. Le débat politique se réduit à une bataille entre professionnels des institutions et de la finance, à des années-lumière des préoccupations de la population.

Et nos résultats, là dedans

Avec 3,4 % nationalement, et 2,52 % (27290 voix) en Aquitaine, nos résultats sont en net recul par rapport aux Européennes (voir plus en détail p. 4 & 5) même si ces élections sont peu comparables.

Les sondages montrent que l'électorat du NPA a été particulièrement touché par l'abstention. Dans une période de crise où abattement et découragement sont répandus

à pleines pages dans les journaux, où le chacun pour soi s'érige en exemple sur les télévisions, il semble assez logique que notre électorat ait du mal à voir un espoir réel dans le vote pour le NPA, ce parti qui appelle à la mobilisation, à la révolte, à la solidarité, au tous ensemble... Bien sûr, nous devons nous interroger aussi sur notre capacité à faire entendre ce projet.

L'impossible alliance à la gauche de la gauche en Aquitaine est sans doute un autre élément important du recul électoral que nous subissons. Nous, comme le Front de Gauche, avons dû y perdre une partie des voix. Maintenant, après les tractations du 2nd tour entre PS, FDG et Europe Écologie, resurgissent les questions de fond : unité pour quel programme ? pour quelle action ? quelle indépendance par rapport à la gestion libérale du PS, alors qu'il exige une solidarité totale de ses alliés autour de sa politique ?

En outre, la polémique sur la candidate voilée dans le Vaucluse a fini de brouiller notre image, notamment auprès de nos électeurs-trices féministes et laïques. Tout cela a été amplifié par un climat raciste dont le FN a profité. Sans parler du fait que nous avons été largement exclus des médias lorsqu'il s'agissait d'y présenter notre programme.

L'unité dans les mobilisations

Face à la crise, la responsabilité des sociaux-démocrates français, et plus largement européens, n'est plus à démontrer : qui met actuellement en place, en Grèce, un plan d'austérité anti-social particulièrement odieux ? Le socialiste Papandréou, à l'instar de ses homologues en Espagne, en Grande-Bretagne et au Portugal. La réaction de la rue athénienne, où se sont déroulées plusieurs journées de grève générale, nous montre le chemin : notre combat pour les semaines à venir doit se situer sur ce terrain, celui de la mobilisation et des luttes. Notre point d'appui, ce sont les luttes qui se mènent et progressent, notamment sur les salaires (voir page 6).

Le NPA entend être utile pour affirmer la nécessité d'une politique de rupture, portant un projet anticapitaliste, et pour construire l'unité de tous ceux qui veulent encourager les résistances et les mobilisations.

53,25% D'ABSTENTION



Pour d'autres infos et pour nous contacter :
www.npa33.org - anticapitalistes@npa33.org

Les nôtres

Salut camarade

Notre camarade Yves Coirault nous a quitté brutalement jeudi 18 mars. Il était ouvrier dans une entreprise de salaison de morue dans les années 80, quand il a connu les militants de Lutte ouvrière. Depuis cette époque, sa révolte a trouvé un but : l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. Ses problèmes de santé l'ont empêché rapidement de défendre ses idées dans son entreprise et il s'est investi dans son quartier. Il était fier de s'afficher avec son journal devant son supermarché et surtout dans les manifs, l'une des expressions de la lutte sociale.



Son combat pour ses idées l'a amené après son exclusion en 97 à rejoindre Voix des travailleurs pour défendre l'unité des révolutionnaires. C'est naturellement qu'il rejoindra la LCR avec Voix des travailleurs. Son intérêt pour les débats d'idées l'amènera à rejoindre le courant Avanti qui défendait au sein de la LCR la nécessité de la construction d'un parti anticapitaliste de masse. C'est donc avec enthousiasme qu'il a intégré le NPA.

Sa vie, c'était son combat contre l'exploitation. Quand il avait des coups de blues, c'est les discussions avec ses amis de luttes qui lui redonnaient du courage. L'une de ses grandes fiertés c'est que sa fille, Odile, rejoigne le même combat.

Yves était fidèle en amitié quel que soit le choix de ses amis. Ses amis et camarades garderont de lui les débats animés autour de ses chiens et de son chat, ses hobbies pour les collections en tout genre et l'archivage des publications du mouvement ouvrier et révolutionnaire, mais aussi son côté râleur.

Dorénavant, quand nous écouterons *L'Internationale*, *Le temps des cerises* et *Bandiera rossa*, les chants révolutionnaires que tu préfères nous aurons une pensée pour toi, Yves.

Ses amis, ses camarades de combat

Régionales

Arrêt sur images

Plan large : une salle, des militants, rassemblés par groupes. Des hommes, peu de femmes, encore...

Cinq mois de négociations, discussions, tractations avec les directions des PG (Parti de Gauche), PCF, GU (Gauche Unitaire) et FASE (Fédération). Des ententes se font jour, une unité se dessine, presque. Pourtant, nous ne ferons pas campagne ensemble ; nous ne pouvons, finalement, nous mettre d'accord sur les objectifs politiques. Décevant.

Mais, cette démarche reste riche en perspectives. Des organisations qui, jusqu'ici au mieux, s'ignoraient, ont amorcé une dynamique de rencontres et de débats. Faute de s'être entendues, au moins se sont-elles parlées et souvent écoutées. Premiers pas...

Plan séquence : de la ville à la campagne, à pied, en voiture. Accessoires : seaux et brosses.

Deux semaines de campagne, c'est ce qu'il reste au sortir des discussions unitaires. Se répartissant les affiches, les tracts, les seaux, la colle, les équipes militantes sillonnent la Région. L'Aquitaine est grande !

Pendant ce temps, Philippe, notre candidat régional, enchaîne les réunions publiques, grandes et petites, Agen, Bayonne, Pau, Périgueux Bordeaux... Il y retrouve les autres têtes de listes départementales, Ignace, Eric, Sylvain, Daniel, Béa et les autres camarades aquitains. Si la foule n'est pas souvent là, la chaleur amicale est toujours au rendez-vous.

On ne peut pas en dire autant des médias...

Panoramique : un grand soleil, des rues vides. Accessoires : canne à pêche, asticots...

Jour de vote en ce premier tour. Les électeurs ne se déplacent pas, 53,5% d'abstention. Rejet global du politique, à 73 % les abstentionnistes disent ne pas être concernés par ces élections, ça ne changera rien pour eux. Deux tiers des moins de 35 ans, et autant pour les employés et ouvriers ne sont pas allés voter. Mauvais pour nous...

Gros plan : lèvres pincées, sourcils froncés. Accessoires : écrans, radios.

Le chiffre tombe : 2,56 % pour notre liste. Déception. Les explications s'entrecroisent. Unité impossible, voile vauclusien, abstention populaire...

Travelling avant rapide : dans la nuit, voitures pressées, stationnements tout autant...

De France Bleu Gironde, à France 3 Aquitaine, en passant par TV7 Bordeaux, Philippe passe de plateaux en plateaux pour... moins de deux minutes. Alors il parle vite, tente d'expliquer les mauvais résultats, donner des perspectives... en quelques secondes.

Non, le NPA n'a pas "choisi" de partir seul en campagne. Oui, avec le PCF, le PG, nous n'avons pas le même projet politique : eux souhaitent participer à la gestion libérale de la région avec Rousset, nous, nous voulons rompre avec elle. Le fatalisme, la pauvreté, la précarité sont répandus par le gouvernement, les grands patrons et les actionnaires, mais également par cette gauche libérale à la tête de (presque) toutes les régions ; nous voulons mettre en place une autre politique : de défense des emplois, d'augmentation de salaires, d'accroissement des Services Publics, de mise en place d'une réelle démocratie...

Non, il n'est pas "paradoxal" que le NPA fasse un mauvais résultat en période de crise. Oui, lorsque les gens sont abattus, découragés, désinformés, démoralisés, pressurés, isolés... ce n'est pas facile pour eux d'entendre notre programme de révolte, de combat, d'espoir, d'entraide, de possibles...

Oui, le combat continue.

Oui, nous ferons l'unité dans la rue, avant de la réussir dans les urnes.

Oui, nous allons crier plus fort, pour que tous nous entendent, pour que tous puissent savoir, qu'ensemble, nous pouvons vraiment tout changer !

Patrick Gelos

Elections régionales

Tractations d'entre deux tours à gauche Vous avez dit "indépendance" ?

Entre PS, Europe Écologie et Front de gauche, ce n'est ni "union de la gauche", ni "gauche plurielle"... mais une "gauche solidaire"... pour gérer ensemble dans la continuité de la politique social libérale commune au PS, Verts et PC déjà au pouvoir dans des centaines d'institutions locales depuis des années. Seuls changent les rapports de force entre les trois composantes.

Le soir même du 1er tour, on pouvait voir que les "programmes" étaient aussitôt oubliés pour laisser la place aux tractations pour les places (finalement 9 élus pour EE qui en espéraient 10 et 3 pour le FdG qui en souhaitait 6). Il faut dire que dans les professions de foi de Gérard Boulanger (FdG) et de Monique de Marco (EE), il n'y avait rien qui pouvait gêner

Roussel : pas une seule mesure concrète et précise contestant sa politique social-libérale.

Deux exemples de leurs positions. Les aides de la Région aux entreprises ? "Réorientation des politiques économiques au service de la création d'emplois" affirme le FdG, difficile de dire plus vague. La LGV? La liste Europe Écologie laissait croire qu'elle était contre au 1er tour... mais n'en a plus rien dit au second. Bref, sans surprise, les uns et les autres ont tout fait pour s'ouvrir les portes de l'exécutif régional.

Il faut cependant reconnaître au PCF une certaine clarté, celle d'avoir toujours défendu dans les réunions unitaires sa volonté de gérer la région avec le PS... ce qui avait abouti logiquement au constat commun de désaccord politique et à l'impossibilité de liste commune. Avec un seul élu, prétendent-ils encore peser sur la politique de Roussel ?

Pour notre part, nous défendons plus que jamais l'indépendance politique vis-à-vis des partis gérant les institutions en respectant les exigences de l'État, de l'UE, du Medef. Seule cette indépendance peut permettre de porter les exigences du monde du travail et de la population. C'est notre seule ambition, pour ouvrir un avenir politique en rupture avec ce système.

François Minvielle



Mauvaise presse des médias

Vérifié encore une fois ! Le charisme d'Olivier Besancenot est loin de suffire pour faire vivre sur les écrans télévisés ou dans les colonnes de la presse, l'engagement des militants du NPA.

Dans cette campagne, une fois de plus, l'arme médiatique nous a été fatale.

Local ou national, le média peut réduire au silence ou clouer au pilori, selon l'occasion, ceux qui, comme nous, veulent inscrire l'exercice démocratique et la vie politique dans une autre logique. Il ne s'en est pas privé.

L'affaire du voile a été l'occasion d'attaques quotidiennes contre le NPA, à droite comme à gauche de la part de gens bien peu regardants sur leurs propres élues voilées ou sur leurs copinages avec les Eglises "bon teint".

Et pour le reste, tout a été fait sou-

vent pour rendre inaudible notre discours et invisibles nos actions. Sur la somme des communiqués de presse envoyés par le NPA Aquitain, aucun n'est apparu. Ils sont à lire sur notre site. Nos réunions publiques et diverses actions n'ont pas été annoncées et nos meetings que très rarement.

Si l'écoute des média varie quelque peu d'un département à l'autre, le *Sud-Ouest* girondin mérite la palme d'or d'une désinformation au service des partis institutionnels. Pas une ligne sur le meeting régional de fin de campagne en présence de nos six têtes de liste, ni en amont ni en aval.

Entre les black-out, les rares invitations sur les plateaux d'enregistrement, seuls quelques journalistes ont répondu à nos invitations et ont su faire leur travail.

A ceux-là, nous disons merci !

ZN

Réunion sur les services publics, la précarité et les quartiers populaires

Nous étions une vingtaine le 5 mars à Cenon. Après la réaction d'une camarade du quartier sur l'indispensable solidarité entre français et immigrés, la discussion s'est élargie à la crise mondiale, à la grève générale en Grèce, à l'impasse du système, un autre camarade dénonçant le mécanisme de la dette, exigeant que les patrons payent.

Béatrice, tête de liste girondine, a parlé d'une "guerre de classe" contre laquelle la réaction doit venir d'en bas. Face à la "déliquescence du tissu social", il faut des réseaux de lutte qui puissent dépasser le cadre des partis, des syndicats, disait un autre camarade. C'est le sens de collectifs comme le "Collectif NPA-PG-PC-GU-FASE pour la convergence des luttes" que nous avons créé Rive droite.

Nous n'avons pu avancer que quelques éléments à la question posée par un camarade sur notre "socialisme du XXI^{ème} siècle" : sur le "bascullement du monde", les bases pour renverser ce système qui existent, la nécessité du marxisme comme outil de compréhension du monde... Vaste débat avec, en ligne de mire, comme le disait un camarade lycéen, "élargir les luttes, prendre le contrôle de nos vies".

Monica C

Nos vies, pas leurs profits

Salaires, pouvoir d'achat, des luttes multiples mais dispersées

La démagogie de Sarkozy "Travailler plus pour gagner plus" a fait long feu. La conscience de l'injustice sociale grandit alors qu'explorent les profits, alimentée par le contraste entre la richesse insolente, les inégalités et les spéculations sans limite. Des centaines de milliards engloutis pour les banques et les multinationales et 30 nouveaux milliards d'exonérations sociales accordés en 2009 !

Phénomène mondial, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée, en France, de 74% en fin 80 à 65% en 2008.

Il n'y a eu aucun coup de pouce au SMIC depuis 3 ans. 1,3%, seulement, en juillet 2008 pour les 3,5 milliards de smicards. Le taux horaire passant de 8,71€ brut à 8,82 et le salaire mensuel, pour 35h, à 1051€ net, soit un plus de 13€47 net.

Sur la période de 96 à 2006, 99% des salariés n'ont eu que 1% d'augmentation

annuelle moyenne. En juillet, 2 millions de chômeurs indemnisés touchaient moins de 946€ par mois et 3 chômeurs sur 10 étaient sans couverture sociale.

Un salarié sur deux vit avec moins de 1500€ et 4 millions sont sous le seuil de pauvreté.

Nous sommes, pourtant, en pleine période des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires), sorte de comédie, style dialogue social, faisant semblant de discuter salaires avec les syndicats... tout en ne lâchant rien ou des miettes.

Pour les patrons, en cette période de reprise des profits et d'incertitude, pas question de lâcher ! Ou 1%, tout au plus, comme ils le proposent partout, avec une belle unanimité.

Mais les salariés, eux, manifestent leur désaccord. Dans des centaines d'entre-

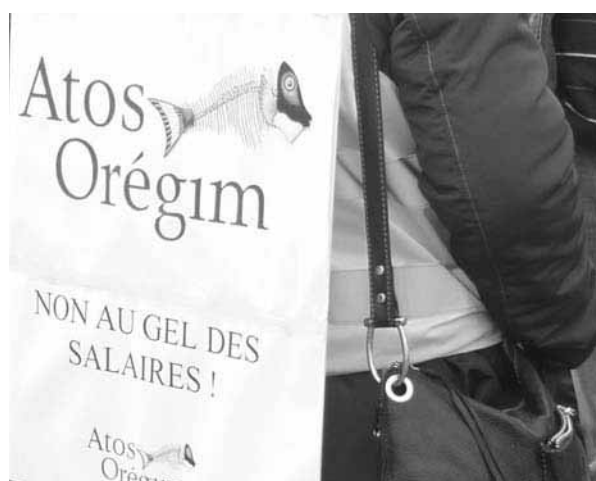
prises, la révolte explose et se manifeste par des luttes.

Chauffeurs routiers, conducteurs de métro, employés d'autoroutes, chez Chanel, Rhodia, Creuzet à Marmande, dans la restauration rapide, chez Sanofi, Ikea, Système-U, BUT, les éboueurs de Marseille, Renault Douai, et des dizaines d'autres... Certaines luttes ont un peu payé, comme chez Materne, chez KNORR-BREMSE ou chez SHELBOX.

Mais, beaucoup n'ont pu gagner, restant isolées, les directions syndicales ne faisant rien pour élargir, unifier.

La nécessité d'une lutte d'ensemble est inscrite dans la situation, dans la nouvelle révolte et conscience qui grandit, comme le montrent les échos de lutte ci-dessous.

Gérard Barthélémy



Atos-Origin - Pessac

Le 4 mars, les salariés d'ATOS-ORIGIN (services informatiques), 600 salariés à Pessac, étaient appelés à la grève par tous leurs syndicats, comme leurs collègues dans toute la France (15 000 salariés).

2500 à 3000 grévistes, dans tous les sites, dans un secteur peu habitué à la lutte avec beaucoup de cadres, bien présents, ce jour-là.

Les causes de la colère, c'est le gel des salaires depuis 3 ans - 0,9% d'augmentation proposés, alors qu'il y a eu 32 millions de bénéfice en 2009 contre 23 en 2008 -, et le cynisme du nouveau PDG, Thierry Breton, ancien dirigeant de France-Telecom et ancien ministre qui s'est octroyé 1,2 million de prime, doublant son salaire 2009.

À Pessac, les 200 manifestants avaient la pêche, contents de manifester sur toute la zone industrielle. Du jamais vu, derrière des pancartes détournant, avec humour, le logo de la boîte *Atos-Orégim* !

Scaso - Cestas

Dès le début des NAO, la direction a montré la couleur : augmentations limitées, vu la crise et sa (généreuse) politique salariale. Proposition : 1,5% (soit entre 18 et 20 euros brut pour les bas salaires et quelques revalorisations de primes pour peu de salariés).

Nous (CGT) avons informé les collègues après chacune des 3 réunions avec la direction : 180 camarades des différents entrepôts aux AG.

CGT et CFDT avons appelé à un premier débrayage avec 130 personnes, y compris, c'est nouveau, les filles des bureaux. Lors de l'AG, une grève a été discutée et décidée pour le jeudi, jour où les patrons de magasins viennent à la Scaso.

Cette fois, nous étions 90 à avoir voté : 50€ net pour tous et création d'une prime d'ancienneté.

On a repris sans rien obtenir, certains pour continuer, un peu amers. Mais de nouveaux liens se sont créés entre nous... pour la suite !

C-Discount - Cestas

La direction n'accordant qu'une hausse de salaire de 1% en mars et 1% en septembre, plus une petite revalorisation de la grille, la CGT a refusé de signer et a entraîné 60 salariés à débrayer. Le patron n'a rien lâché, aidé par les autres syndicats qui ont signé.

La Monnaie - Pessac

Les NAO s'ouvrent et relancent la question des salaires des nouveaux embauchés payés à "SMIC +" selon une formule du PDG. Cette situation révolte beaucoup dans l'usine car les hauts cadres recrutés depuis le changement de statut ont des salaires bien plus élevés qu'avant : le Top 10 des salaires a grimpé de plus de 13 % en 2009 ! Alors que le PDG se vante des bénéfices retrouvés, son boniment sur la " fragilité de l'entreprise " ne fait pas recette. Sa promesse d'une prime d'intéressement exceptionnelle, en avril, ne fait pas le compte. C'est du salaire que nous voulons ! Le 23 mars sera l'occasion de faire grève pour les retraites et l'augmentation des salaires avant la prochaine réunion des NAO.

Nos vies, pas leurs profits

Mobilisation du 23 mars

Dans la rue, pas d'abstention !

Les élections régionales à peine terminées, et tandis que les transactions pour les postes continuent dans les états-majors, 20 000 manifestants à Bordeaux, entre 600 000 et 800 000 dans toute la France, sont descendus dans la rue ce 23 mars dans le cadre de la journée d'action pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Les menaces sur les retraites étaient au coeur des préoccupations, avec l'exigence du maintien du départ à 60 ans, à taux plein, pour tous. Mais aussi, sur la bande-roule de SUD et repris par les slogans, le retour à 37,5 annuités maxi pour tous.

Et s'il était parfois question des élections, c'était pour se réjouir de la claque prise par Sarkozy et ses ministres, parmi lesquels, détenant la palme surtout parmi les enseignants dont il a été ministre, Darcos...

Le succès de cette journée d'action s'inscrit dans le prolongement des luttes qui se sont déroulées ces semaines passées dans plusieurs entreprises, pour les salaires, contre les licenciements et les fermetures.

Il montre à quel point bien des travailleurs sont conscients que rien, à part leurs luttes, ne pourra s'opposer aux projets du gouvernement et du patronat de nous faire payer leur crise.

Il est bien évident qu'une journée d'action n'y suffira pas... Mais le problème, c'est que si les grandes confédérations syndicales se disent "agréablement surprises" par l'ampleur de la mobilisation, elles s'empressent d'ajouter que cela sera un moyen de "faire pression sur le gouvernement"... dans le cadre des "négociations" prévues dans l'"agenda social" de Sarkozy.

Une chanson bien connue, dont on a déjà vu, l'an dernier, comment elle a contribué à démobiliser petit à petit, de manifestation en manifestation, un mouvement de colère sans précédent. Et laissé finalement les mains libres à Sarkozy qui a pu nous asséner ses "réformes" sans véritable opposition, avant de féliciter ses "partenaires sociaux" pour leur "sens des responsabilités"...

Il nous faut refuser la répétition de ce scénario. La seule façon de mettre un terme à la casse sociale organisée par le gouvernement et le patronat est de leur imposer notre propre "agenda", en nous organisant, en construisant, à la base, la convergence des luttes, pour la satisfaction de nos propres exigences.

Daniel Minvielle

Défendons la retraite - Réunion publique unitaire et débat

ATTAC - FASE - GU - MPEP - NPA - PCF - PG

au Garage Moderne, 1 rue des Etrangers - Bordeaux - 31 mars à 18h30

Quand les retraités battent le pavé...

C'est sur la rive droite, que se sont retrouvés les retraités girondins pour manifester le 24 février dernier. D'abord le long de la Garonne pour un arrêt-protestation devant le quotidien *Sud-Ouest* et ses (pas très bons) articles sur les actions des retraités, puis jusqu'à la Maison cantonale (où les députés étaient conviés à venir). Une salle qui devait être ouverte, mais que Juppé a laissé fermée, en raison, probablement, du risque que faisaient encourir les manifestants à cette salle municipale...

Cette manifestation avait pour objectif de dénoncer la situation scandaleuse faite à ceux qui, après avoir enrichi durant toute leur vie actionnaires et pdg en golden-parachutes, se retrouvent en situation de survivre avec des pensions misérables. Car les retraités sont parmi les premières victimes de la politique de régression sociale. Par la baisse généralisée des pensions mise en place par les gouvernements successifs et parce qu'ils sont en première ligne des mesures comme le déremboursement des médicaments et des soins de santé par exemple.

Plus d'un million de retraités, dont une

majorité de femmes, « vivent » en dessous du seuil de pauvreté (l'allocation mini est à 677 € !). Et pour la plupart des autres (à part, bien sûr, ceux qui nous ont « dirigés » dans les parlements, au gouvernement, dans les entreprises et qui ont, tous, des retraites dorées à l'or en lingot), le montant des pensions n'autorise aucun écart, ni alimentaire, ni dans le logement, ni par exemple, pour se chauffer. Et il signifie la privation totale du droit aux loisirs et à la culture.

La manifestation bordelaise a été unitaire (retraités cfdt, cftc, cgc, cgt, fo, fgr, unsa, fsu, solidaires) dans l'appel, mais, comme bien souvent, sans revendication commune en raison des divergences. Et pourtant, malgré les pantalonnades de Sarkozy, qui, main sur rolex, déclare que « le montant des pensions ne peut pas être baissé » (pour « justifier » l'augmentation les années de cotisations !), celui-ci chute automatiquement, grâce à leurs contre-réformes qui ont frappé par exemple le privé à partir de 1993 : calcul des 25 au lieu des 10 meilleures années, et indexation des retraites sur l'indice truqué des prix et non les salaires comme autrefois.

En 2009, cela a donné 1% de hausse des pensions !! Et si l'annonce du « chiffre » 2010 a été repoussée à après les élections, on se doute qu'il sera à la hauteur de leur souci de mieux répartir les richesses... dans leur poches. Et c'est par un tous ensemble, actifs et retraités, jeunes et moins jeunes, que nous pourrions efficacement changer les choses, pour tous.

José



Nos vies, pas leurs profits

Témoignage

Allocation chômage : les sales coups de Pôle Emploi

Candidat aux Régionales sur la liste NPA du Lot et Garonne, je suis militant actif du NPA 47, impliqué depuis des années dans les luttes contre le chômage et les précarités.

En avril 2007, j'ai fait l'objet d'un licenciement sans préavis ni indemnité. L'ouverture de droits au titre de l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (A.R.E.) m'a été notifiée.

A l'issue d'une procédure de plus d'une année, le Conseil de Prud'hommes d'Agen a condamné, en juillet 2008, l'ex-employeur à me régler, entre autre, une indemnité compensatrice de préavis de trois mois.

Début 2009, alors que j'ai repris une activité, le tout nouveau Pôle Emploi, qui n'arrive pourtant pas, faute de personnels formés, à répondre aux trop nombreuses demandes des chômeurs et précaires, trouve quand même le moyen de me réclamer la somme de 3 885,47 € ! Le motif : l'indemnité compensatrice de préavis a été versée, donc les ASSEDIC d'alors m'auraient versé trois mois d'allocation à tort...

A plusieurs reprises, directement et par courrier, j'ai contesté auprès de la Direction Pôle Emploi.

En décembre 2009, à nouveau inscrit comme demandeur d'emploi, je découvre que la dite somme est toujours inscrite en dette dans mon dossier.

Sans que j'en sois avisé, j'avais été condamné par voie de justice, à la demande de Pôle Emploi, à rembourser cette "modique somme", à laquelle il faut ajouter les intérêts échus 70,20 €, les frais de procédure 124,47 € et le droit de recouvrement. Soit un total de 4 184,01 € !

Le seul compromis proposé par Pôle Emploi fut : "Après examen de votre dossier, nous avons décidé de récupérer cette

somme par retenues de 30 € jusqu'à extinction de votre dette."

Quand ils ne peuvent nous tondre la laine sur le dos, c'est notre peau qu'ils veulent avoir.

L'ordonnance m'enjoignant de payer a été prononcée le 22 octobre 2009 par le Juge de Proximité de Villeneuve-sur-Lot. Elle ne m'a été délivrée par un cabinet d'huissiers d'injustice que le 26 février 2010, en même temps qu'une demande de comparution, dans un délai d'un mois, devant le Tribunal d'Instance, par Pôle Emploi, pour "trop perçu"...

Il est hors de question de laisser faire !

Les chômeurs ne sont pas coupables ! L'allocation chômage n'est pas une aumône, c'est un droit.

Les radiations en masse et les Fins de Droit ne leur suffisent pas, ils se sucent sur le compte des chômeurs, des minima sociaux, des précaires, des travailleurs pauvres...

Aller devant les tribunaux, bien sûr. Mais ça ne suffit pas !

C'est parce que je suis militant (très) actif du collectif de chômeurs que je me retrouve en butte à ce harcèlement judiciaire.

Le NPA appelle toutes les organisations impliquées dans la défense des chômeurs et contre la précarité à se rassembler et à organiser la riposte pour toutes les personnes qui, comme moi, subissent tous les jours ces injustices.

Nous devons refuser les réclamations financières abusives, les fins de droits, les radiations, le RSA...

Il n'est pas question de payer leur crise !

Didier

Pas touche à la CC66 !

Des centaines de travailleurs sociaux se sont rassemblés lundi 15 mars à Bordeaux Place Pey Berland et ont manifesté de l'hôtel de ville à la DDASS à l'appel du syndicat Sud Santé-Sociaux et d'une intersyndicale CGT, CFTC, CGC, pour



Une autre manif de défense de la CC66 en juin 2009

défendre leur convention collective (dite "CC66") menacée par les projets patronaux tandis que se profile l'ouverture au marché concurrentiel du secteur médico-social.

Depuis décembre 2008, les syndicats employeurs (SNASEA-SOP-FEGAPEI) entendent réviser la convention pour diminuer les salaires sur l'ensemble de la carrière, déqualifier les personnels, augmenter la durée du travail en supprimant les congés trimestriels (CT), introduire le salaire au mérite. La mobilisation des salariés a jusqu'à présent empêché que le projet patronal passe : les "négociations" continuent avec la plupart des syndicats de salariés du secteur, sauf SUD qui en est exclu mais pèse dans les mobilisations. De nouvelles initiatives et grèves sont en discussion, afin de continuer à exercer la pression sur les négociateurs et faire reculer les syndicats employeurs.

Déjà, une autre convention du secteur, la CC 51, mise à mal il y a quelques années, est à nouveau attaquée. Et le pilotage des établissements par les Agences Régionales de Santé (ARS), avec sa logique purement comptable, ne peut qu'aggraver les conditions de travail des salariés par des restrictions budgétaires et des contrats précaires, et dégrader encore les services d'aide à la personne.

P. C.

Nos vies, pas leurs profits

Elections à FAI (ex-Ford) Succès pour la CGT

Le 12 mars dernier avaient lieu les élections professionnelles chez First Aquitaine industrie, ex Ford à Blanquefort.

Le syndicat CGT est confirmé comme le premier syndicat de l'entreprise. Avec un taux de participation supérieur aux années précédentes (80%) la CGT obtient entre 49.8 et 51 % des voix dans le collège ouvriers en CE et DP. C'est un vrai camouflet pour la direction, qui a multiplié les provocations assimilant la CGT au NPA, favorisant les attaques contre ce syndicat qui a refusé son accord de garantie. Rien n'y a fait, la majorité des salariés ne s'y est pas laissée prendre.

C'est une élection dans un contexte toujours inquiétant pour notre avenir. De plus, il y avait une nouvelle donne avec la perte de centaines d'emplois depuis deux

ans, que ce soit les départs, les changements de contrats et autres attaques. De plus, avec la loi qui affaiblit les syndicats ayant obtenu moins de 10% des voix en CE, ce qui est le cas de la nouvelle CFDT sur la boîte, il y avait un nouvel enjeu.

Aujourd'hui, la CGT sort renforcée et la lutte pour le maintien des emplois est légitimée. C'est un encouragement pour nombre de salariés qui voulaient dire par le vote ce qu'ils pensaient de la politique de la direction, et aussi un point positif pour les luttes qui ne vont pas manquer. D'ailleurs les NAO vont débiter et déjà de nombreux salariés veulent une réelle augmentation de salaire.

Avec de tels résultats, la CGT est le seul syndicat légitime pour présenter un candidat au poste de secrétaire du comité d'entreprise. En effet, la CGT obtient 4 élus titulaires pendant que la CFTC et

l'UNSA n'en ont qu'un et que la CFE-CGC en a un pour le 2^{ème} et un pour le 3^{ème} collège. Cependant, dans l'intérêt et sous l'influence de la direction, il risque d'y avoir une alliance de tous pour faire barrage à la CGT. Un scénario antidémocratique ignorant le choix des salariés mais déjà vu par le passé dans cette entreprise.

Mais quoi qu'il arrive, ça n'étouffera en rien le plus important qui est le rapport de force qui se dessine avec ce choix électoral des salariés. Car la vraie force d'un syndicat, ce n'est pas d'avoir les postes mais c'est d'avoir les salariés avec lui. Et ça, les autres organisations syndicales ne l'ont toujours pas compris et ne le comprendront peut-être jamais. Dernier épisode de ces élections lundi 22 mars en CE extraordinaire.

Correspondants NPA

Une nouvelle idée verte ? Le péage urbain

Pas sûr que Gérard Chausset gagne à être connu. Élu Vert à Mérignac et vice-président à la CUB, tendance écolo-libéral, lui est convaincu d'avoir de l'avenir... alors il s'efforce de trouver des idées.

Dernière en date : le péage urbain pour diminuer la circulation. Il s'agit de faire payer les conducteurs qui se déplacent dans des véhicules personnels à l'intérieur de l'agglomération, comme cela se fait à Londres par exemple. Et il propose "de mettre en place une expérimentation sur la rocade". Avec une telle mesure, qui aggraverait encore le mauvais coup de la taxe carbone, il est sûr que les plus riches rouleront mieux, sans doute avec moins d'embouteillage.

Les autres se serreront la ceinture ou

seront obligés de galérer des heures dans les transports en commun. Car le vrai problème est là : tant que le réseau de transports collectifs sera moins performant et aussi cher que le déplacement individuel, les problèmes de circulation resteront.

C'est bien pour cela que nous défendons le transport collectif gratuit, dans le cadre d'une régie publique contrôlée par les salariés et la population.



Marché de guerre Maintenant les drones

Les drones, c'est l'avenir paraît-il de la construction aéronautique. Engins volants commandés à distance, sans pilote à bord, ils sont déjà utilisés par les armées les plus riches, en Irak, en Afghanistan.

En Gironde, le camp militaire de Souge (Martignas) va être utilisé pour la mise au point de ces appareils qui coûtent des fortunes. Dans le domaine militaire, le marché mondial s'élève déjà à 2,5 milliards d'euros.

Dans le domaine dit civil (reconnaissance, observation, recherche... pouvant tout autant servir aux armées), le marché "s'annonce comme l'un des plus dynamique de l'industrie aérospatiale... et devrait peser plusieurs dizaines de millions d'euros par an" espère le directeur de Bordeaux Technowest (technopôle regroupant grosses boîtes privées de l'aéronautique et communes de l'ouest de la CUB, comme Mérignac, St Médard, etc. pour favoriser les créations d'entreprises privées). Technowest, et sans doute derrière elle Dassault et compagnie, voudrait bien truster ce nouveau marché.

Après les avions de guerre, les missiles et autres productions aussi coûteuses que destructrices, c'est celle des drones qui s'installe. La seule façon d'en finir avec tous ces marchés de la mort, sans détruire les emplois, c'est bien que la population et les salariés décident eux-mêmes quelles sont les productions utiles pour améliorer la vie de tous. Nul doute que les technologies les plus avancées trouveront d'autres emplois.

FM

Nos vies, pas leurs profits

Laborantza ganbara

La chambre d'agriculture du Pays Basque

La FNSEA depuis longtemps, ne cesse de préconiser un mode de production agricole productiviste (irrigation, engrais chimiques, pesticides...) avec ses conséquences désastreuses pour l'environnement et la santé des consommateurs et des paysans eux-mêmes.

Elle a également privilégié les gros éleveurs au détriment des petits et moyens, en leur attribuant de façon préférentielle quotas et primes départementales.

Le syndicat ELB (Eskual Laborarien Batasuna), qui appartient à la Confédération paysanne, est majoritaire en Pays Basque. En 2005, il crée une association qu'il baptise : Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG), "chambre d'agriculture du Pays basque".

Gérée par ELB, cette chambre d'agriculture prend en compte la défense des petits et moyens paysans et développe une agriculture agrobiologique respectueuse de l'environnement et des consommateurs.

Laborantza Ganbara et Michel Berhocoirigoin, son président, sont poursuivis par l'Etat depuis 2005. Il leur est reproché de créer la confusion dans l'esprit public par l'usage fait sans dérogation ni autorisation de l'expression "chambre d'agriculture" dans sa version basque. Appellation qui revient, selon l'Etat, à la chambre d'agriculture départementale dirigée par la FNSEA.

Les juges de Bayonne avaient relaxé, le 26 mars 2009, EHLG et son président en première instance, mais le Préfet des Pyrénées Atlantiques a fait appel. Jugé en cours d'appel de Pau le 18 février, le tribunal rendra sa décision le 6 mai.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là.

La préfecture avait intenté un procès contre l'association EHLG et la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle, pour une subvention de 2000 euros qu'elle voulait lui octroyer. Le 11 mars dernier, le juge du Tribunal administratif de Pau vient de don-

ner raison à ces deux dernières et a condamné l'État à leur verser 1000 euros.

Ce verdict intervient au moment où le même Préfet vient d'attaquer devant le même Tribunal la délibération du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques décidant d'octroyer une subvention de 25000 euros à l'association EHLG.

Derrière ces procès et cet acharnement de l'Etat, en plus de la terminologie et de l'utilisation de la langue basque, il y a surtout la volonté d'empêcher des associations de se monter et de contrer l'hégémonie de la FNSEA dans le milieu agricole.

Le NPA soutient la défense de la chambre d'agriculture du Pays Basque et de son président depuis sa création en 2005 et sera présent lors des futures mobilisations.

*Jean Haira
Comité Bayonne*

Education

Des "compétences" utiles... pour être employables

Le libéralisme continue d'étendre son emprise sur le monde éducatif. En cette période marquée par des suppressions massives de postes d'enseignants, la mise en concurrence des établissements scolaires, le renforcement des pouvoirs de leurs chefs transformés en nouveaux managers, il manquait encore une pierre à l'édifice pour que la grande mutation de l'école soit presque achevée. Un pas de plus est donc franchi avec "le socle commun de compétences" qui fait son entrée dans les collèges pour la rentrée 2010, bien entendu sans aucune concertation avec les principaux concernés (élèves, parents et enseignants). Ainsi les élèves se verront remettre en fin de cycle un "livret", couvrant des domaines de compétences aussi divers que la maîtrise de la langue, la culture scientifique, le sens de l'autonomie et de l'initiative, etc.

Inspirée de pédagogies progressistes visant la démocratisation de l'enseignement, l'approche par compétence a été détournée de son projet purement éducatif (apprendre à solutionner un problème

en mobilisant des savoir et des aptitudes) pour s'inscrire dans une logique de la performance bien connue des DRH d'entreprises. Rappelons que, dans le discours managérial, la "compétence" remplace de plus en plus la "qualification", catégorie juridiquement attachée à des garanties et des droits collectifs constituant une base de rémunération et définis en référence à une formation diplômante. L'employeur n'achète plus une "qualification" reconnue par un cadre collectif institutionnel mais un "capital humain" individuel capable de se mouvoir dans une économie fortement concurrentielle.

Ce nouveau dispositif va donc permettre, sous couvert d'améliorer la réussite des élèves, de promouvoir l'individualisation des parcours scolaires et d'adapter les enseignements aux nouveaux modes de gestion des ressources humaines : l'élève doit être tenu responsable de sa réussite comme de son échec, considéré comme un "capital humain" cherchant à accumuler des compétences pour favoriser sa future "employabilité" (entendez sa

capacité d'adaptation aux formes contemporaines d'exploitation de la force de travail).

Les enseignants seront sommés de cocher des croix dans des cases (OUI/NON) pour identifier les élèves aptes et les élèves non-aptés à "faire face aux défis de la vie moderne". Gageons que les seconds, faute d'avoir obtenu le "socle" requis, se verront proposer une "orientation" de plus en plus précoce vers les voies d'apprentissage. On est loin de l'idéal d'émancipation qui a guidé le combat de nombreux pédagogues. La résistance des enseignants va devoir s'organiser aussi contre cette conception utilitariste de l'école qui vise à transformer le système éducatif en une annexe institutionnelle du marché de l'emploi, à réduire l'enseignement à la simple transmission de compétences techniques solvables et rentables, à considérer nos enfants comme de la future chair à patron docile et flexible.

Patrick Chaudon

Clinique du Tondu Stop aux licenciements !

Depuis le rachat de la clinique du Tondu par le groupe Stéphanois de Santé (C2S) début novembre 2009, les licenciements se sont multipliés à la clinique du Tondu.

C'est une quinzaine de collègues aide-soignants, brancardiers, et même une cadre, qui ont été licenciés ou convoqués par la direction. Les motifs invoqués : des retards, des faits datant parfois de plusieurs années, des arrêts maladie jugés trop fréquents.... Elle a même tenté de licencier un salarié en accident du travail et un délégué du personnel sans même consulter l'inspecteur du travail, ce qui est complètement illégal. Elle a aussi essayé d'empêcher la déléguée syndicale CGT de l'établissement de reprendre son travail après 2 mois d'arrêt maladie. Des collègues ont fini par démissionner, ne supportant plus ce qu'on peut appeler une politique de harcèlement.

Dès son arrivée, la nouvelle direction a commencé par imposer de nouvelles réorganisations du travail, de nouveaux horaires, exerçant des pressions sur les salariés. Elle a annoncé à une réunion de délégués du personnel, qu'il y avait "un surcoût" de la masse salariale équivalent à 30 à 40 personnes, pour rajouter à une réunion du comité d'entreprise que la moitié des aide-soignants étaient de trop...

Ce plan de licenciements n'est pas une première ! Ce groupe est composé de plusieurs établissements, notamment en Rhône-Alpes. Les actionnaires sont des chirurgiens, radiologues, anesthésistes et biologistes pour qui les salariés ne sont que "des variables d'ajustements" dont on peut se débarrasser sans scrupule. A chaque rachat, la direction s'est ainsi débarrassée d'environ 20 % des salariés,

notamment des aide-soignants, en utilisant les mêmes méthodes.

Les salariés du Tondu ont décidé de commencer à résister. Après un tract distribué par des militants CGT dénonçant ces licenciements et l'intervention de l'inspecteur du travail, la direction est revenue sur les licenciements du délégué du personnel et du salarié en accident du travail et d'un autre collègue. Les convocations pour sanction sont désormais stoppées. Cependant la plupart des collègues restent sur le carreau, et, écœurés, ne veulent plus revenir dans la clinique.

Un groupe de salariés a décidé de se battre pour dénoncer ce plan de licenciements et d'attaquer ensemble la direction aux Prud'hommes. A suivre...

Correspondantes

Rencontre avec des syndicalistes de l'hôpital Saint André

L'intersyndicale CGT-FO-CNI-SUD de l'hôpital St André a demandé à rencontrer les candidats du NPA aux régionales pour exposer leur situation. Cette rencontre a eu lieu le jeudi 11 mars. Trois salariées sont venues (CGT, infirmières et aide soignante). Elles ont raconté la dégradation de leurs conditions de travail et des conditions de soins pour les patients. Il y a un sous-effectif chronique et très important. La direction exerce une pression et un chantage permanent sur les salariés. Le ras-le-bol est là mais il y a peu de résistance. Les infirmières et aide-soignantes sont particulièrement touchées : elles souffrent dans leur travail, physiquement (les maladies professionnelles sont en hausse) et psychologiquement (arrêts maladie pour fatigue et dépression). Le constat est dramatique et inquiétant. Il s'agit bien d'une destruction du service public de santé au profit peu à peu de la santé privée.

Le rendez-vous a été très chaleureux et sympathique, d'autant plus que, jusqu'à présent, seule l'UMP avait répondu à leur courrier ! Nous avons gardé mail et numéro de téléphone pour assurer un contact dans les semaines qui viennent. Nous nous sommes donné rendez-vous à la manifestation du 23 mars pour la défense des retraites.

Philippe, Rémi

CHU

Situation de plus en plus tendue

A Saint-André, après les urgences, ce sont les services de soins qui se mobilisent contre la tentative de la Direction d'imposer au personnel de jour de passer de nuit, pour pallier aux absences qui ne sont plus remplacées. Face à la résistance, la direction a tenté le "tirage au sort" pour imposer les changements d'horaires, les roulements, dans le plus profond mépris des intérêts et de la santé des soignants... mais aussi des malades.

Un peu partout, comme à Haut-Lévêque, des lits sont bloqués par manque de personnel. Dans le service de pneumologie (le seul du CHU), cela fait des mois que 30 des 60 lits sont fermés par manque de médecins et d'infirmières. Aux échographies cardiaques, les médecins ont récemment dû décommander les RV, là aussi suite au départ d'une infirmière, pas remplacée...

Dans les services de réanimation, comme à Pellegrin, c'est en quasi-permanence que la loi qui fixe le nombre de soignants minimum par patient n'est pas respectée.

Dans les laboratoires, que la Direction réorganise depuis 2003 au nom de la concurrence avec le privé, les changements de service et l'automatisation à marche forcée provoquent des dysfonctionnements en chaîne, des résultats d'examen non fiables pour certains, un épuisement des équipes... Près de 120 salariés des labos ont récemment envahi le Comité Technique d'Etablissement. Quinze jours avant, c'est l'ensemble des cadres des labos qui se mettaient en grève.

Un peu partout, les résistances se multiplient, pour le moment essentiellement secteur après secteur, voire dans certains cas profession par profession... sans parler de la précarité et des salaires : un récent rapport de l'INSEE révèle que dans la Fonction publique hospitalière, les salaires ont baissé de 0,3 % par an entre 2002 et 2007 ! La tâche des militants de l'hôpital est bien là : agir pour fédérer ces résistances, ces luttes. La journée du 23 mars est pour cela une étape.

Isabelle U.

Féminisme

Retour sur le 8 mars à Bordeaux

Après 100 ans de luttes...

Le Collectif Bordelais pour les Droits des Femmes avait appelé à diverses actions cette journée.

Sur Bordeaux, il a tout au plus mobilisé une cinquantaine de personnes. Peut-être pas les mêmes, aux conférences et au rassemblement devant le grand théâtre. Et sans doute n'est-ce pas si mal si l'on considère que le 8 mars, cette année, tombait un lundi, en pleine période électorale, de surcroît.



Quand Orange fête le 8 mars. Page d'accueil Internet.

Une cinquantaine, c'est aussi le nombre de femmes invitées, aux frais du contribuable on s'en doute, par Alain Juppé, en

présence de Xavier Darcos et en l'honneur de Christine Lagarde qui ce jour-là était censée incarner l'image de la réussite au féminin. Repas offert par la mairie de Bordeaux à l'Estacade, restaurant sur la Garonne, pour ces femmes de tous âges, de tous bords mais quand même triées sur le volet de "l'exemplarité féminine".

Peu avant, la joyeuse bande karaokait, place St Projet... Quand on ne caracolait pas dans les sondages, on karaokait sur du Serge Lama, du Patrick Juvet ou du Julio Iglesias Les représentants des services culturels de la mairie étaient là aussi. Le DJ criait : "Messieurs, si vous aimez ces dames, criez-leur !" Et les messieurs criaient. Et les mes-

sieurs chantaient : "Où sont les femmes?" ou encore "Besoin de rien, envie de toi"... Spectacle hautement culturel et surtout incroyablement engagé, tout en

harmonie si l'on considère qu'Orange, dans un grand élan de conscience fémi-



niste, avait distribué une rose orange à toutes les dames (dames, pas femmes !)

On vit une époque formidable !

Alors une fois n'est pas coutume, échos du collectif lillois (ci-dessous)... pour rappeler quelques bonnes raisons d'être féministe aujourd'hui !

ZN

" LA FEMME " n'existe pas !

Reprenez votre journée, rendez-nous nos vies !

Nous sommes diverses, multiples et mouvantes.

Nous sommes bisexuelles, hétérosexuelles, autosexuelles, asexuelles, homosexuelles...

Nous sommes précaires, pauvres, salariées, ouvrières, étudiantes, chômeuses, femmes au foyer, mères célibataires, organisées ou isolées...

Nous sommes noires, blanches, métisses, asiatiques, arabes, latinas, berbères...

Nous sommes grosses, maigres, fortes, minces, rondes, poilues, rasées, plates ou à gros seins...

Le 8 mars se référait au départ à des luttes de femmes pour leurs droits. Cette journée a été instrumentalisée pour nous enfermer, canaliser nos révoltes et porter nos revendications un seul jour dans l'année.

Marre de tout le travail gratuit qu'on fournit ! Marre de notre précarisation ! Pour l'égalité sociale et salariale !

• Parce que le rôle maternel qui nous est imposé sert d'excuse pour nous éloigner de la vie sociale, politique et culturelle.

• Parce qu'on se fade toujours l'essentiel du travail domestique.

• Parce que même à travail égal, nous n'avons pas un salaire égal et que certains postes nous restent inaccessibles.

• Parce que le travail le plus précaire, c'est souvent pour notre poire surtout quand on n'est pas blanche (travail ingrat, travail invisible, contrats de merde, temps partiel imposé...)

Marre du contrôle de nos corps et de nos vies ! Marre de l'utilisation de nos corps pour vendre des chips ! Nous voulons que nos corps nous appartiennent enfin !

• Parce que le droit à l'avortement est constamment remis en cause et de plus en plus limité.

• Parce que le psychiatre reste une étape imposée lorsque des personnes trans veulent accéder à des traitements ou à un changement légal d'identité.

• Parce qu'on nous impose le modèle hétérosexuel et que toute autre sexualité est diabolisée.

• Parce que nous préférons vivre plutôt que d'attendre le prince charmant, et parce que des fois, nous préférons les princesses.

• Parce que les canons de beauté qu'on nous impose (pubs, journaux, films, télé...) sont fixés par et pour les hommes.

Marre de se prendre des claques dans la gueule (au propre comme au figuré) ! Marre d'être de la chair à viol ! Pour l'autonomie et l'organisation de nos résistances !

• Parce que les violences conjugales et intrafamiliales sont la première cause de mortalité des femmes en Europe.

• Parce qu'une femme est violée toutes les 10 minutes ! Et parce qu'en face, la réponse des institutions (quand elles la croient !) n'est que demande de preuves et infantilisation.

• Parce qu'il n'est pas normal que nous ayons peur quand nous marchons seules la nuit.

À l'appel d'un collectif d'associations féministes, d'organisations et d'individues, un cortège de 300 femmes de tout âge et de tout horizon s'est réuni samedi 6 mars, à 21h, place Arnaud Bernard (Toulouse) pour une marche. Cette marche de femmes était organisée à l'occasion de la journée internationale des luttes des femmes pour dénoncer les violences qu'elles vivent au quotidien et pour se réapproprier la rue, la nuit. Rapidement, la marche a été interrompue par la police interpellant violemment une manifestante en la plaquant au sol, la tête maintenue par le genou d'un policier, pendant qu'un autre la menottait, tout cela pour avoir tagué un slogan féministe. Les autres manifestantes révoltées par cette brutalité se sont rapprochées pour dialoguer avec la police et négocier pour qu'ils la relâchent. Leur réponse a été des coups de matraque d'une extrême violence, blessant nombre d'entre elles. Suite à cela, certaines ont dû partir aux urgences, le cortège a pris le chemin du Commissariat pour soutenir la jeune femme interpellée jusqu'à sa libération. Celle-ci a reçu de nombreuses insultes sexistes et humiliantes de la part des policiers. Il est important de souligner qu'au cours du trajet, deux hommes ont violemment agressé des manifestantes sans être, à aucun moment, inquiétés par la police.

*Extrait de la lettre ouverte
au Préfet de Garonne*

- Parce que le caractère lesbophobe ou transphobe de certaines agressions est rarement reconnu.
- Parce qu'en condamnant le racolage passif, l'État accroît la répression contre les prostituées et les met encore plus en danger.
- Parce qu'en enfermant les personnes trans dans des prisons correspondant à leur sexe biologique et en leur refusant l'accès à leur traitement, l'État organise la violence contre elles (viols, agressions physiques, verbales...)
- Parce que dans notre société binaire (masculin/féminin) et patriarcale, la domination masculine continue d'exister même dans les couples les plus sensibilisés à la question.
- Parce qu'on a beau avoir beaucoup d'humour, les remarques, invectives et blagues sexistes ne nous font toujours pas rire !

**Reprenez votre journée,
rendez-nous nos vies !**

Israël asphyxie Gaza

Sarkozy veut asphyxier la solidarité

Occupé en Cisjordanie, vivant le blocus dans le ghetto de Gaza, poussé à la désespérance dans les camps de réfugiés du Liban, discriminé en Israël même, le peuple palestinien résiste néanmoins.

Toutes les organisations de la société civile palestinienne nous appellent au soutien en boycottant les produits israéliens (dont beaucoup viennent des colonies implantées en toute illégalité dans les territoires occupés), en exigeant des entreprises françaises et européennes qu'elles n'investissent pas dans un pays hors-la-loi, en le sanctionnant par la suspension des accords d'association avec l'Union Européenne et poursuivant en justice les responsables de crimes de guerre.

Mis à part quelques rododromes médiatiques, Sarkozy et le gouvernement français s'en prennent... à ceux qui répondent à cet appel. Alliot-Marie est venue jusqu'à Bordeaux au dîner du Conseil

prétendument représentatif des Institutions Juives (CRIF) pour se glorifier de donner instruction aux procureurs de poursuivre ceux qui relaient l'appel, ce qui a conduit à la condamnation de Sakina Arnaud, militante de la Ligue des Droits de l'Homme de Talence à une lourde amende. Alliot-Marie ment même effrontément en dénonçant un appel au boycott des produits casher qui n'existe que dans son imagination, pour tenter de faire passer pour antisémites ceux qui simplement défendent le droit des peuples.

Solidaires de Sakina (qui fait appel du jugement), nous soutiendrons le boycott d'Israël tant que ce pays bafouera le droit international, comme nous avons boycotté l'Afrique du Sud de l'apartheid.

RD

Contre l'ordre moral, confirmés innocents

Enfin, la Cour d'appel n'a pas donné suite aux demandes de l'association La Mouette (qui prétend défendre l'enfance), contre les organisateurs de l'exposition "Présumés innocents". Cette exposition d'art contemporain au CAPC en 2000 avait osé, quel crime, donner une image dérangeante et sexuée de l'enfance, loin des clichés

publicitaires.

Après dix ans de procédure, où plusieurs magistrats ont été particulièrement complaisants avec l'opinion la plus réactionnaire, c'en est donc fini avec cette tentative de censure inspirée par l'ordre moral.

Tant mieux..

Non à la double peine

Tribunal correctionnel de Bordeaux, comparution immédiate le 26 février pour un délit commis le 23. Sanction couperet : trois mois de prison ferme pour avoir volé un jean à l'étalage... et cherché à le revendre un peu plus loin pour se faire un peu d'argent. Tout simplement survivre.

Mais cela ne suffit pas à la Justice. Le SDF bulgare de 34 ans ainsi lourdement condamné sera en prime expulsé du territoire pour un an, après sa peine. La double peine existe toujours. Elle est toujours aussi révoltante.

La rafle des sans-papiers

Mardi 16 mars, au petit matin, en plein coeur de Bordeaux, cours de la Marne.

Ils ont frappé, ils sont entrés et ont embarqué Joao.

Devant sa compagne Lidia, devant les deux enfants, Eloïm, 6 ans et Ebelezer 3 ans.

Ils ont transféré Joao au centre de rétention de Toulouse. Ils voulaient exécuter une Obligation à Quitter le Territoire Français, jugement rendu par le Tribunal administratif de Bordeaux, confirmé par un arrêt de la Cour administrative.

La préfecture de Gironde n'hésite pas à séparer un père de ses enfants et de leur mère. Eux, ils ne peuvent être expulsés, Lidia a une carte de résident de 10 ans.

Le jeudi 18 mars, un juge des libertés et de la détention a libéré Joao mais l'a assigné à résidence. Les autorités détiennent son passeport en cours de validité, il est donc expulsable à tout moment, dès qu'un billet d'avion sera pris.

Ils sont des dizaines de milliers chaque année à être expul-



sés et bien plus encore à vivre dans la trouille de se faire prendre par la loi du chiffre d'Eric Besson, Ministre de l'Iniquité, de l'Indignité et de la Trahison Nationale.

Ces hommes et ces femmes demandent simplement des papiers en règles pour continuer à exercer leur emploi, à élever leur famille sur le territoire français.

Le NPA appelle chacun à se mobiliser pour soutenir les sans-papiers et s'opposer à leur expulsion.

Il y a urgence !

(Pour contacter RESF 33 : resf33@laposte.net)

Squats

La révolte de la misère

On les appelle les " Rroms ".

Vous pouvez les rencontrer dans les rues la main tendue, sur des chantiers à la recherche de petits boulots... pour survivre.

Vous pouvez les trouver également dans leurs "logements", devant lesquels les passants détournent "pudiquement" les yeux. Les murs sont en planches, les toits en tôles ondulées, on appelle ça des bidonvilles. Ils ne sont pas dans les favelas de Rio ou les banlieues de Calcutta, mais bien dans la communauté urbaine de Bordeaux, image visible de l'exclusion et de la pauvreté que notre société capitaliste répand.

Les " Rroms " des squats bordelais sont environ 400 de nationalité Bulgare et 70, Roumaine ; plusieurs dizaines de familles, plus d'une centaine d'enfants. L'hiver leur fut difficile, sans eau, sans électricité, sans chauffage. Emmitouflés sous des couches de vêtements, ils poussaient dans la boue leurs poussettes pleines de bidons d'eau ramenées aux baraquements. Lors de plusieurs incendies, la catastrophe fut évitée de justesse.

Mais ces hommes et ces femmes n'acceptent pas leur situation misérable. Soutenus par des citoyens et des associations, ils ont décidé de relever la tête, portant leurs revendications et manifestant pour les faire aboutir.

Par la pression mise sur les élus, les enfants ont été scolarisés, l'électricité rétablie. Pourtant la situation reste encore aujourd'hui tout à fait insupportable. Nous ne pouvons accepter que des personnes vivent dans des bidonvilles, des squats insalubres, dorment dans la rue ou dans leur voiture.

Les lois de réquisition des logements vides existent, il faut que les élus les appliquent.

Ensemble, nous devons nous engager aux côtés des Rroms, des SDF, des exclus.

Le droit au logement est un droit fondamental. Nous devons nous mobiliser pour le faire respecter.

PG

ELECTIONS ETUDIANTES

FAUSSE DEMOCRATIE ET VRAIS ENJEUX

Le jeudi 25 Mars, les étudiants votent pour élire leurs représentants au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) d'Aquitaine. Ce scrutin n'a en soi rien de remarquable, la participation y dépassant rarement les 10%, ce qui est compréhensible au vu de l'absence de pouvoir de ces élus (7 sur 28 en Aquitaine).

Ce qui est inhabituel est que pas moins de 8 listes se présentent pour le seul collège de Bordeaux. Il y a bien sûr l'UNEF, bras armé du PS dans les facs, la Cé (branche étudiante de la CFDT), les corpos "apolitiques", et le Mouvement Etudiant (MET), qui remplace l'UNI en tant que branche étudiante officielle de l'UMP.

Le plus inquiétant est la présence d'une liste d'extrême-droite, le Forum Etudiant (FE), dont les graffitis ("la fac aux Français") comme les revendications (préférence nationale dans l'attribution des logements étudiants et aides sociales) s'affichent désormais ouvertement. Notons la responsabilité du MET dans cette affirmation d'une extrême-droite décomplexée, lui qui ouvre son local de Bordeaux IV au groupuscule xénophobe Bloc Identitaire.

Face à tout cela, 2 listes issues des comités de mobilisations anti-LRU se présentent : Sauvons le CROUS, qui rassemble

plusieurs corpos de gauche, et Sud-étudiant, seule liste à dénoncer le caractère fondamentalement anti-démocratique des CROUS.

Au vu de la participation qui s'annonce, comme toujours, extrêmement faible, le scrutin n'aura pas grande signification. Les vrais enjeux sont ailleurs. D'abord, la liste ouvertement raciste du FE pourra-t-elle faire campagne comme si de rien n'était ? Un collectif antifasciste rassemblant une vingtaine de personnes s'est monté sur le campus pour s'assurer que non.

Ensuite, cette campagne réussira-t-elle à mobiliser les étudiants sur des débats de fond ? Une AG est organisée cette semaine à Bordeaux III sur la "mastérisation" (mesure prévoyant la suppression des IUFM et dont le retrait fut l'un des grands mots d'ordre du mouvement de l'année dernière) et ce qu'il convient de faire pour en empêcher la mise en place.

Enfin, l'opposition entre les 2 listes de gauche (reflet de réelles divergences de positions lors du dernier mouvement) ne désorientera-t-elle pas les étudiants mobilisés par le passé ? L'important est que, par-delà ces élections, l'union puisse se faire dans l'action.

Kolya Fizmatov

Révolte en Grèce

Suite de la page 16

Loin de s'en prendre aux spéculateurs, les dirigeants européens et l'Union Européenne, au service des détenteurs de capitaux, cherchent, à travers le pacte de stabilité, à imposer au peuple grec un plan d'austérité drastique qui pourrait servir d'exemple pour les autres pays, l'Espagne, l'Italie, la France. Ils veulent imposer une politique qui tape sur les droits sociaux, sur l'emploi, les salaires, l'âge de départ en retraite.

L'ADEDY, principal syndicat du secteur public grec, a fustigé ces nouvelles mesures d'austérité et, avec la GSEE, principal syndicat du privé, ont appelé à une journée de grève générale le 11 mars dernier. Le pays était paralysé, les manifestations nombreuses, la répression policière et judiciaire féroce.

La colère sociale et populaire est nourrie par un pouvoir corrompu et un contexte social caractérisé par un chômage et une précarité endémiques : 14% des travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté (8% en moyenne dans l'UE) et le taux de chômage des jeunes diplômés (la "génération 700 euros") tourne autour de 45% !

La situation grecque pourrait constituer la première explosion sociale européenne face au libéralisme et à la crise qui frappe l'ensemble des pays européens.

L'urgence est désormais que les classes populaires répondent à cette déclaration de guerre économique et sociale et que la mobilisation des salariés, des jeunes, des chômeurs, des sans papiers et des femmes se développe pour arriver à un affrontement généralisé avec le pouvoir.

En Grèce comme ailleurs en Europe, le NPA soutient les populations qui se mobilisent massivement pour refuser de payer la crise capitaliste.

R.L.

Révolte en Grèce

Le 3 mars 2010, le gouvernement grec a annoncé la mise en place d'un plan de mesures brutales qui vise à économiser 4,8 milliards d'euros sur le dos de la population grecque : gel du recrutement des fonctionnaires, réduction des salaires, gel des retraites, hausse de la TVA de 2 points, réduction drastique des budgets sociaux dont celui de la Sécurité sociale, augmentation du prix des carburants...

Ce "plan d'austérité" est décidé par le gouvernement du premier ministre socialiste Georges Papandréou. Arrivé au pouvoir en octobre 2009, à la faveur du soulèvement populaire et de l'émotion suscitée par la mort d'un jeune de 15 ans, Alexis Grigoropoulos, tué par la police à Athènes le 6 décembre 2008, le gouvernement voit son action de casse sociale saluée par l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International (FMI). Pourtant, la victoire écrasante

du PASOK, parti social libéral, aux dernières législatives, a reposé principalement sur la promesse de ne pas faire payer la crise capitaliste à la population. Et au final, la gauche institutionnelle gère avec application les affaires du capital.

Cette crise sert de prétexte au gouvernement. En décembre, il appelait à l'union nationale du mouvement ouvrier et du patronat et cherchait du côté de la droite et de l'extrême droite un soutien à sa politique antisociale. Son but est de venir à bout de la résistance populaire et d'un renouveau des luttes des travailleurs et plus encore de la jeunesse, à l'oeuvre depuis 4 ans (mouvement étudiant en 2006 - 2007, grèves en décembre 2008, avril, septembre et décembre 2009, février 2010).

Au passage, le gouvernement grec devrait en profiter pour payer grassement les honoraires de la banque Goldman

Sachs (on parle de 300 millions d'euros), banque au coeur de la crise financière des subprimes, et dont on sait maintenant qu'elle a aidé le gouvernement à dissimuler une partie de sa dette.

La réponse de l'Union Européenne est une quasi mise sous tutelle de la Grèce. C'est l'euro et la solidité de l'Europe monétaire qui est visée à travers ses "maillons faibles" : l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et la Grèce.

La Banque Centrale Européenne veut imposer à tous les pays de l'Union européenne une stricte discipline dans les finances publiques. Malgré ce que dit la presse, ce n'est pas la Grèce, dont l'économie ne représente que 3% des pays de la zone euro, qui pose le plus de problèmes mais plutôt les grands pays comme l'Allemagne, avec une dette et un déficit public croissants (respectivement 78% et 6% du PIB).

(lire la suite page 15)

Pour faire échec à l'offensive antisociale que lance la bourgeoisie européenne qui veut faire payer la crise aux populations, il faut construire un front de résistance coordonné en Europe. Nous devons unifier le combat social et dénoncer les plans d'austérité des capitales européennes imposés par la Banque Centrale et le FMI, qui annoncent une des pires régressions de l'histoire européenne.

Le NPA revendique la nationalisation du système bancaire, pour en finir avec la spéculation et mettre le crédit au service d'une reconversion sociale et écologique de la production, l'augmentation généralisée des salaires et une autre répartition des richesses, l'embauche de fonctionnaires, le développement et la démocratisation des services publics, la suppression des exonérations fiscales pour le patronat... seules mesures anti-crise véritables.

Athènes, Madrid, Rome, Paris... et Bordeaux..., même combat !